

ATELIER 31

LES INVISIBLES DE LA SOCIOLOGIE DE LA PARTICIPATION POLITIQUE

Hélène THOMAS, CSU/IRESKO, CERAP - université Paris XIII
Emmanuel PIERRU, CERAPS, Lille2

L'analyse de l'univers idéologique et des formes de participation et de mobilisation politique, des étranger(e)s et immigré(e)s, des nomades, des jeunes ou vieux ouvrier(e)s et employé(e)s souvent précaires, des petits paysans ou des chômeurs est davantage délaissée dans les recherches qualitatives et quantitatives de sociologie politique que celle d'autres groupes sociaux. Dans la littérature française, le rapport au /à la politique des individus appartenant à des catégories socialement et politiquement dominées est généralement appréhendé comme un rapport distant et peu investi, d'agents peu compétents qui se retrouvent hors-champ politique¹. De fait, dans ce cas, pour la majorité des individus issus des fractions dominées des catégories populaires, i.e. peu ou pas insérées socialement, la position sociale joue de manière négative sur la participation individuelle, la connaissance et l'intérêt pour la politique comme sur l'engagement dans des mobilisations collectives. Dépossédés de ressources et de compétences politiques -objectives et subjectives- leur permettant de participer à la politique, la plupart de ces citoyens sont de ce fait cantonnés dans des positions de profanes, et ont des comportements de participation politique limitée et non politiquement orientée voire de désinvestissement et de retrait par rapport au champ politique.

Même si leur position sociale leur interdit généralement d'entrer, y compris de façon intermittente, dans le champ du pouvoir politique comme dans le champ politique, elle n'empêche pas toujours qu'ils se forment un jugement sur les agents de ces champs et sur leur action, voire qu'ils se mobilisent. Dans ce cas, ils restent moins audibles et visibles, d'abord parce qu'ils ne s'expriment pas sur les sujets politiques en « donnant de la voix », ensuite parce qu'ils s'engagent dans des formes d'action collective moins structurées (en termes de répertoires) et moins médiatisées et enfin, parce qu'ils ont le plus souvent un usage non politique - identitaire ou resocialisant- des participations au champ social et politique. Cependant, malgré cette position sociale dominée, certain(e)s continuent de participer aux consultations électorales de manière régulière ou prennent part à des mobilisations contestataires, ce dont atteste un certain nombre de travaux dans la discipline. Ils se sont même parfois organisés de façon collective (mouvements des grèves de loyers dans l'habitat social, mouvements d'étrangers, de chômeurs, de petits paysans, de retraités...) ou ont individuellement une attitude politiquement orientée. Quels sont alors les facteurs explicatifs de la rareté relative des travaux de sociologie de la participation politique ou des mobilisations collectives à propos de ces groupes et de la méconnaissance dans les travaux existants sur ces objets des modalités concrètes et du sens que les intéressés donnent à cet engagement à ou cette participation?

Le propos de cet atelier est donc à la fois empirique et méthodologique. Il s'agit d'une part de mettre en lumière les formes de participation et de jugement politique de ces fractions invisibles dans la plupart des travaux de sociologie politique. Nous questionnerons tout spécialement les pratiques supposées non politiques de la politique et leurs effets induits, statutaires et identitaires, individuels ou collectifs. Car il s'agit d'autre part également de s'interroger sur les obstacles épistémologiques et empiriques que rencontrent les chercheurs qui investiguent ces objets,

¹ Sauf pour celles et ceux qui compenseraient ces handicaps sociaux, culturels et politiques par l'investissement durable voire la professionnalisation dans le militantisme associatif, syndical ou partisan.

obstacles qui les conduisent souvent à interpréter ces mobilisations politiques, usant de répertoires d'action souvent innovants sinon comme inexistantes du moins comme improbables, éphémères et non structurées.

Les intervenants pressentis ont consacré certains de leurs travaux soit aux formes de rapport « ordinaire » à la politique soit aux formes d'engagement et de participation des agents et des groupes les moins pourvus de capitaux sociaux, économiques, culturels et symboliques, i.e. les moins visibles/audibles. Ils seront invités d'une part à présenter leur méthode d'investigation empirique et d'analyse, ainsi que leurs résultats à propos des représentations politiques, des catégories de jugement, des univers (culturels, symboliques, idéologiques...) et des formes de mobilisation des fractions des classes populaires touchées par la précarité économique, sociale et juridico-politique. Ils s'interrogeront d'autre part sur les facteurs explicatifs de cette difficulté des chercheurs à analyser la participation politique des groupes qu'ils étudient : facteurs politiques (qui tiennent tant aux formes de constitution administrative, politique, statistique de ces groupes comme tels qu'aux difficultés de subjectivation de cette identité assignée par leurs membres) et facteurs scientifiques.

PROGRAMME

- Daniel GAXIE, Université Paris I, CRPS,
« Analyser les rapports des classes populaires au politique »
- Ivan BRUNEAU, Université Paris I, CSU,
« Les « paysans de gauche » : des militants introuvables et improbables ? »
- Marc BERNARDOT, Université Lille I, CLERSE,
« L'impensable visibilité des mobilisations d'étrangers en France »
- Emmanuel PIERRU, Université Lille 2, CERAPS,
« L'invisibilisation sociale et politique de l'insécurité sociale »
- Hélène THOMAS, Université Paris 13, CERAP-CSU,
« Vieux, chômeurs, handicapés, malades, et cætera : la double invisibilité politique »

RÉSUMÉS

- Daniel GAXIE, Université Paris I, CRPS,
« Analyser les rapports des classes populaires au politique »

Les membres des diverses catégories de spécialistes de la politique adhèrent le plus souvent aux présupposés tacites que tous les citoyens sont égaux et réagissent de la même manière face au politique. Ces présupposés sont par exemple à l'œuvre dans les enquêtes d'opinion ou dans nombre d'analyses électorales. Tous les citoyens sont considérés comme également en mesure de s'informer et de se prononcer politiquement sur les enjeux ou les candidatures qui leur sont soumis. Bien que socialement puissants, ces présupposés ne résistent pas à l'observation et à l'analyse sociologiques. L'une des tâches scientifiques les plus urgentes est de rappeler que le rapport que les citoyens entretiennent avec le politique est variable et qu'il dépend notamment de leur niveau culturel, de leur position sociale, de leur genre, de leur âge, du contexte sociopolitique, des liens avec les mouvements sociaux et de bien d'autres choses encore. La littérature

sociologique n'a pourtant pas beaucoup avancé sur la caractérisation et l'analyse de ces rapports différenciés au politique. En m'appuyant sur des entretiens approfondis menés auprès de personnes présentant des caractéristiques diverses sous ces rapports, je voudrais montrer quels sont les paramètres qui doivent être pris en compte pour caractériser des types de rapport au politique et esquisser l'analyse de quelques uns de ces types. Dans le cadre de l'atelier sur Les invisibles de la sociologie de la participation politique, je privilégierai l'analyse des rapports au politique de diverses fractions des milieux populaires.

■ Ivan BRUNEAU, Université Paris I, CSU,

« Les « paysans de gauche » : des militants introuvables et improbables ? »

Pour les militants de la Confédération Paysanne (CP), la médiatisation des prises de position de leur porte-parole José Bové, donc de leur syndicat, postérieure au démontage du Mac Donald's de Millau en août 1999, a été vécue comme une re-naissance. En effet, cette organisation, créée en 1987 à la suite de la fusion de mouvements paysans nés dans les années 70, n'avait jamais fait l'objet d'une telle publicisation. Cependant, cette publicisation, dans la mesure où elle conduit à l'identification de la CP à une organisation « altermondialiste » (OMC, OGM etc.), laisse le plus souvent dans l'ombre les positions du syndicat, qu'elles soient nationales ou localisées, programmatiques ou ponctuelles, par lesquelles la CP cherche à affirmer sa spécificité au sein du monde agricole. Or notre enquête démontre que la compréhension de « l'engagement » des paysans de la CP passe nécessairement par une analyse de leur rapport aux autres paysans.

Dans un deuxième temps, nous considérerons cette difficulté à penser les deux dimensions de ce militantisme, des « paysans - de gauche », au regard du peu de travaux scientifiques consacrés à cette gauche paysanne. Outre les recherches qui évacuent la CP (ou les mouvements dont elle a « hérité ») et, plus généralement, les paysans « de gauche » du paysage politique agricole, d'autres enquêtes ont apporté des éléments de compréhension du phénomène, que ce soit par la sociologie rurale ou la sociologie politique, sans pour autant chercher à tenir ensemble la question du processus de politisation de ces militants de gauche (d'extrême-gauche dans les années 70) et celle de leur position sociale (objective et subjective) dans le monde paysan.

■ Marc BERNARDOT, Université Lille I, CLERSE,

« L'impensable visibilisation des mobilisations d'étrangers en France »

Les mobilisations d'étrangers en France font l'objet d'un processus d'invisibilisation politique. Nous faisons l'hypothèse que cela tient à trois séries de facteurs, à la fois politiques, identitaires et scientifiques, qui se combinent pour rendre difficile à penser les mobilisations d'étrangers en France. Elles sont « impensables » parce qu'elles sont construites comme illégitimes et éphémères. On peut identifier un premier facteur, politique, découlant de l'action récurrente des pouvoirs publics oscillant entre l'invisibilisation et la répression des mobilisations collectives d'étrangers sur le territoire national. Cette politique s'appuie sur la délégation de la gestion de l'immigration à des institutions ou des organisations spécialisées dont la fonction est justement de traiter discrètement ces « problèmes ».

À cela s'ajoute un deuxième facteur qui tient au fait que les « communautés » étrangères ou perçues comme telles participent de cette difficulté à légitimer leur cause à leurs propres yeux. Elles peinent à s'approprier la mémoire de leurs luttes que ce soit dans la participation à des mouvements plus globaux ou dans l'expression de revendications spécifiques.

Enfin on peut considérer que ce processus tient à certaines « cécités » disciplinaires des sciences sociales que ce soit en histoire, en sociologie ou en science politique. L'émergence d'une

sociologie des migrations au sein de la recherche française a été tardive tout comme auparavant l'a été celle d'une histoire de l'immigration. De plus la recherche sur les mobilisations d'étrangers ou de migrants reste toujours marquée par une difficulté à appréhender des mouvements sociaux et politiques perçus comme extérieurs, atypiques ou carrément ignorés.

Ces trois facteurs témoignent d'une tension persistante entre nationalité et citoyenneté, mais aussi des effets d'un impensé historique collectif notamment du « rapport colonial ».

■ Emmanuel PIERRU, Université Lille 2, CERAPS,
«L'invisibilisation sociale et politique de l'insécurité sociale»

Par delà tous les discours alarmistes et récurrents autour de la « crise de la démocratie représentative », dépeinte comme profondément ébranlée par le « chaos social » de la « crise économique » (dont la montée tendancielle de l'abstention et, surtout, de tous les « populismes » seraient les symptômes les plus « criants »), il s'agit, dans la présente communication, de revenir sur les relations supposées entre chômage et politique au travers de la notion d' « insécurité sociale ».

« Le chômage » est, en effet, de moins en moins une catégorie statistique capable de se poser comme « l'envers » d'une norme d'emploi « standard » profondément ébranlée (« l'emploi fordiste »). D'autres catégories statistiques (e.g. « le non-emploi ») sont en passe de supplanter « le chômage » comme descripteur de la privation involontaire et temporaire d'emploi stable et à durée indéterminée. Par trop « stigmatisant », le qualificatif même de « chômeur » tend en effet à disparaître des représentations institutionnelles (au profit du demandeur - actif - d'emploi voire même de « chercheur » d'emploi). D'autres catégories (et d'autres figures) s'objectivent parallèlement, à l'instar du « précaire ». Dans d'autres registres plus sociaux et militants (l'exclusion, la grande pauvreté ou les « sans »), « les chômeurs » s' « invisibilisent » aussi de plus en plus voire se diluent dans des « constellations » de causes de plus en plus vastes (comme l'altermondialisme).

Face aux transformations profondes de la norme d'emploi « standard », il est évidemment de plus en plus nécessaire de penser les trajectoires professionnelles dans un continuum de positions : depuis l'emploi stable au chômage d'exclusion en passant par toutes les formes de « précarité ». Dès lors, il apparaît plus pertinent d'appréhender les formes - socialement différenciées - d'exposition au risque d' « insécurité » socio-professionnelle en tant que risque (collectif) d'existence (au sens où l'entend Robert Castel et non dans l'acception, individualisante, des tenants de la « société du risque »). Toutes les préoccupations - récentes- au sujet d'une « sécurité sociale professionnelle » sont, par exemple, la traduction de cette instabilité croissante des parcours professionnels et des destins sociaux. L'institutionnalisation d'une assurance sociale (universelle) contre le chômage, à l'existence de plus en plus problématique, était pourtant, à la fin du 19ème siècle, un projet « solidariste » visant à sortir du cadre de l'assistance et de la pénalisation de l' « indigence valide » mais sans travail. Elle prétendait faire sortir les salariés privés d'emploi de leur précarité matérielle mais aussi les arracher à l'indignité sociale et politique de la pauvreté dangereuse. En tant que forme de « propriété sociale » (permettant le plein exercice de la citoyenneté politique), ce projet a été et reste une revendication centrale des mouvements de chômeurs depuis les années 30.

Notre intervention prendra précisément ces mouvements de chômeurs comme un point d'entrée empirique dans ces questions complexes et vastes. Car, malgré leur « petitesse » (en terme d'effectifs) ils interrogent fondamentalement les conditions sociales et économiques de construction des statuts individuels et de l'accès de plus en plus différencié, selon leur degré d' « insécurisation », à l'existence sociale et politique. Cette entrée dans le cœur de cette insécurité sociale contemporaine sera l'occasion de réfléchir plus généralement à l' « opérationnalisation »

sociologique de cette notion d' « insécurité sociale », aux outils méthodologiques (notamment la construction d'une batterie d'indicateurs statistiques) qui permettraient, dans le sillage des travaux de Robert Castel (cf. *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Le Seuil, 2004) de la rendre visible sociologiquement et partant d'essayer de prendre la « bonne » mesure de tous ses effets politiques (non réductibles aux seuls « effets » électoraux).

■ Hélène THOMAS, Université Paris 13, CERAP-CSU,
«Vieux, chômeurs, handicapés, malades, et cætera : la double invisibilité politique»

Dans cette communication nous nous interrogerons sur les processus de visibilité des rapports des groupes dits à « faibles ressources » à la participation politique et à l'action collective par les professionnels de la politique et les chercheurs. Nous envisagerons à la fois les modalités concrètes de cette visibilité idéologico-scientifique -qui repose sur la promotion de nouvelles bonnes causes et l'invention d'un ethos compassionnel-militant inédit- et les effets de celles-ci sur le rapport à la participation sociale et politique des membres de ces groupes, communément dénommés aujourd'hui dans les travaux de sociologie politique « mouvements de sans ».

Nous focaliserons notre analyse sur des quasi-groupes dominés, quasi -groupes en ce qu'ils sont, avant tout, des agrégats définis sur la base de catégories de classification, de classement et d'action assistancielle des administrations sanitaires et sociales. Sans homogénéité statutaire (juridique, socio-économique ni culturelle) ces « administrés- ayant droits », sont identifiés à ces sous-catégories de papier (« personnes âgées dépendantes », « chômeurs longue durée », « adultes handicapés », « patients en fin de vie »...) puis envisagés comme se mobilisant, pour la partie d'entre eux qui présente des dispositions individuelles favorables qui s'activeraient et s'actualiseraient ainsi. La majorité des autres individus rattachés à ces quasi-groupes est, quant à elle, supposée, sinon s'identifier aux statuts socio-politiques ainsi implicitement définis en endossant le stigmate d'appartenance retourné en ressource, du moins s'en remettre implicitement à ces hérauts de leur cause qui donnent de la voix dans les arènes et les forums décisionnels. Notre hypothèse est que le processus croissant de visibilité de ces quasi-groupes dominés comme au moins partiellement mobilisés dans des actions collectives qui les coalisent est le produit de l'investissement politique et scientifique d'entrepreneurs de « bonnes causes ». Ces derniers revendiquent avec succès la possibilité de les faire advenir dans le champ politique en s'investissant conjointement dans plusieurs d'entre elles. Ils font alors tenir ensemble ces protestations et ces quasi-groupes comme tels (« sans logis », « sans papiers », « sans emplois » devenant « mouvement des sans ») dans les arènes du champ politique. L'enjeu de cet investissement est que ces publics qui n'ont d'existence dans le champ du pouvoir politique que comme destinataires de prestations et d'actions sociales soient visibilisés comme prenant part, eux aussi, à leur propre prise en charge et promotion (par la revendication de droits afférents à un statut juridico-politique de papier), bref comme agents mobilisés et participant à la délibération dans le champ politique.

Notre sous-hypothèse est que ce processus de visibilité de la cause « des sans... etc. » par ces entrepreneurs professionnels, qui la parlent dans ces arènes et se donnent à voir eux-mêmes - soit comme occupant une position dominée dans les forums décisionnels du champ du pouvoir politique soit comme extérieurs à ces forums-, a pour effet de redoubler le processus d'invisibilisation de ces invisibles de la politique. Et ce, en occultant davantage encore leur rapport individuel concret aux champs politique et du pouvoir politique, leur jugement sur la politique - en particulier sur celle qui leur est appliquée. C'est d'ailleurs en labellisant et visibilisant ces pratiques de participation des invisibles comme innovantes, diverses, autonomes et auto-normées, que ces nouvelles égéries intellectuelles et politiques s'auto-promeuvent et se légitiment comme telles. Elles redoublent alors l'invisibilité du rapport à la politique des fractions dominées ces

dernières se trouvant de fait plus que jamais assignées à la posture d'effigies, cantonnées dans des formes de participation politiques, classiques, limitées, hétéronomes et hétéro-normées.

